

Mobilisations politiques et lutte armée dans l'Aurès*

Ouanassa SIARI-TENGOUR ⁽¹⁾

Le passage à la lutte armée le 1^{er} Novembre 1954 dans l'Aurès/ Zone 1 n'a pu réussir sans la mobilisation politique de groupes de militants liés au parti PPA-MTLD. Nous tenterons à la lumière de la lecture critique de quelques sources de tracer les grandes lignes qui ont présidé à l'engagement des populations rurales et à l'organisation de la lutte armée avant et surtout après novembre 1954, telle qu'elle fut conçue par Mostefa Ben Boulaïd (1917-1956) et l'un de ses adjoints Bachir Chihani (1929-1955). Cette organisation est beaucoup moins connue que celle mise en place selon les directives adoptées lors du congrès de la Soummam.

Dans la nuit du 31 au 1^{er} Novembre 1954, l'Aurès est entré en guerre sous la direction de Mostefa Ben Boulaïd, au nom du Front de libération nationale, un groupement politique fraîchement créé par des militants du PPA-MTLD et dont le premier texte appelait le peuple algérien à prendre les armes pour mettre fin au système colonial français.

La relation des attaques et actes de sabotages qui ont visé des casernes à Batna et Khenchela, le poste de police de Biskra, des installations électriques ou téléphoniques, des ponts ici et là ont provoqué la mort de trois soldats. Dans la matinée du 1^{er} Novembre 1954, a lieu l'attaque du car qui assurait la liaison entre Arris et Biskra. Le groupe de maquisards dirigé par Mohamed Sbaïhi arrêta le car dans les gorges de Tighnimine. En visant le caïd Hadj Sadok, l'instituteur Guy Monnerot fut atteint d'une balle mortelle et son épouse blessée. Ce drame que Mostefa Ben Boulaïd a condamné, a longtemps plané sur la compréhension de « la guerre qui commence en Algérie » le 1^{er} Novembre 1954.

Dans ce pays du bout du monde, coutumier des actions d'éclat des bandits d'honneur, il ne pouvait y avoir d'autres explications à la nouvelle flambée de violence que celles du mythe de la montagne

* Ce texte est une version légèrement remanié d'une conférence donnée au Sila, novembre 2014.

(1) Unité de Recherche sur les Territoires Emergents et Sociétés / CRASC, 25000, Constantine, Algérie.

rebelle et de ses « montagnards durs, farouches et imperméables aux influences extérieures ».

Paradoxalement, l'historiographie officielle de l'Algérie a fabriqué elle aussi son mythe, celui de la table rase, occultant la longue gestation nourrie à l'action plurielle des différentes formations du Mouvement national.

L'Aurès à la veille du 1^{er} Novembre 1954

Sans la connaissance des processus de politisation et des formes de socialisation qui les ont accompagnés, il est pour le moins difficile d'expliquer l'embrasement qu'a connu l'Aurès, à partir de novembre 1954.

Au cœur de la Seconde guerre mondiale, l'action des Amis du Manifeste et de la liberté (AML en 1944) accomplit un énorme travail de pénétration des idées politiques ancrées à des thèmes annonciateurs d'horizons nouveaux. Plus que la revendication de l'égalité, ce fut l'idée d'indépendance qui acquit une résonance toute particulière dans l'Algérie profonde. En écho aux dispositions proclamées par la Charte de l'Atlantique (1941), le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a constitué le ferment des mobilisations populaires qui ne se limitaient plus aux seules grandes villes mais atteignaient les centres urbains situés sur le pourtour du massif de l'Aurès et leurs ramifications périphériques de l'arrière-pays.

La plupart des administrateurs de communes mixtes n'ont pas manqué de manifester leur inquiétude face à l'augmentation des signes de désobéissance telles les inscriptions murales qui défiaient ouvertement l'autorité publique et portaient atteinte à « la discipline coloniale » selon l'expression d'Achille Mbembe¹. A Biskra, on a relevé : « Frères musulmans préparez-vous ? » « A quoi ? » écrivit un inconnu, « A faire la Révolution » lui a-t-on répondu.

Cet engouement des populations rurales pour la politique est attesté par leur adhésion massive aux AML. Pour la seule commune mixte de Khenchela, l'administrateur avance le chiffre de 18 000 adhérents représentant tous les douars. Le chiffre est

¹ Mbembe, A. (1996), *La naissance du maquis dans le Sud Cameroun (1920-1960)*, Paris, Karthala.

exagéré bien sûr, par rapport aux 2133 inscrits réellement sur les listes d'adhésion, mais il permet d'apprécier la crainte des administrateurs devant la dynamique créée par les AML et la construction d'un imaginaire national auquel les manifestations de mai ont donné une visibilité qui s'est traduite par l'appropriation – une appropriation subversive – de l'espace public (l'emblème national a été arboré, l'hymne « fidaou el djezaïr » chanté sans compter les slogans).

En ce sens, dès cette date, le tournant est pris en faveur d'un horizon d'attente articulé à l'idée d'indépendance et bien déterminé à rompre avec la condition coloniale. Mais les traumatismes nés de la répression des manifestations de Guelma et Sétif ont déstabilisé le rassemblement esquissé sous la bannière des AML.

Au lendemain de 1945, les nationalistes doivent choisir entre deux alternatives :

- celle d'une tendance ancrée dans le radicalisme, qui n'a pas encore tranché. Les militants hésitent entre les diverses solutions à adopter, et mesurent les risques face à ceux qui songent à l'insurrection ;

- celle d'une tendance légaliste prête à participer au jeu institutionnel. D'où un paysage politique fragmenté dont les élites bien fragiles peinent à trouver le consensus indispensable « pour réduire à néant la dialectique coloniale ».

Au cours de cette période qui va de 1946 à 1954, il faut bien reconnaître qu'il se produit donc un renouvellement des cultures politiques, où le débat est engagé sur des questions essentielles et toute une sémantique de la libération travaille les esprits.

La multiplication des consultations électorales a contribué au renforcement de la socialisation politique et parallèlement à fixer les convictions des uns et des autres, à l'échelle de l'Aurès. La compétition électorale entre les différents courants politiques a donné lieu en effet à une course aux voix où les courtiers ont mis tout leur talent, moyennant bien entendu récompenses en tout genre. La portée des campagnes électorales agit sur la structuration des espaces politiques à l'échelle locale (on discute dans les cercles, on lit, on vend et on commente les journaux, on apprend à faire campagne, à organiser un meeting électoral).

La figure des notables de l'entre-deux guerres doit compter avec l'émergence de nouveaux acteurs, issus des recompositions sociales. L'exemple de la candidature de Mostefa Ben Boulaïd à l'Assemblée algérienne (avril 1948) en est un. Son adhésion au MTLD remonte à l'année 1946, il en gravit les échelons rapidement. Sa position sociale dans l'échiquier aurésien est une ressource qu'il mettra au service de son engagement politique. Il sera privé de sa victoire au scrutin de ballottage au profit d'un candidat de l'administration. La leçon fut retenue par la suite. Ainsi, lors du renouvellement triennal de l'Assemblée algérienne en février 1951, le bureau de vote de la commune mixte d'Arris fut occupé par des « bandes armées » qui détruisirent les urnes. Au cours de l'affrontement qui les opposa aux forces de l'ordre, un agent français fut abattu. Aussitôt, une vaste opération de police renforcée de 65 goums fut déclenchée dans la forêt de Sidi Ali, autour de Kimmel et Tadjin, sans succès hormis la crainte semée parmi la population.

Le scénario se reproduisit à l'occasion des élections législatives de juin 1951 dans plusieurs bureaux de vote. La récurrence de ces troubles fut mise sur le compte du banditisme habituel et trois détachements de gendarmerie secondés de gardes mobiles furent dépêchés dans les douars sur qui pèsent les soupçons, c'est-à-dire T'kout, Medina et Louestia dès le mois d'août 1951. Entre temps, les véritables auteurs des incidents ont pris le large. Comme le souligne Mahfoud Kaddache², « les militants de l'OS reçurent l'ordre de veiller au déroulement des élections et de brûler les urnes en cas d'irrégularité de la part de l'administration ». Parmi eux, Adjel Adjoul, l'un des futurs insurgés de novembre 1954, avait trouvé refuge au siège du parti MTLD, à Constantine, durant deux mois.

Le mythe de la montagne rebelle peuplée de bandits fut de nouveau invoqué au début de l'été 1952 et une énième opération fut décidée. Elle commença au mois d'août 1952 sous le nom d'opération « Aiguille » et ne s'acheva qu'au mois d'avril 1953 avec l'élimination de quelques bandits. Pendant cinq mois, le comportement de la troupe fut des plus violents vis-à-vis de la population que seul le journal *L'Algérie libre* a dénoncé dans un article « Que se passe-t-il dans l'Aurès ? ». Mais pour les autorités

² Kaddache, M. (1969), *Histoire du nationalisme algérien*, Alger, SNED, t. II.

coloniales, l'essentiel est que « la sécurité des pistes et des routes a été rétablie ». Pourtant, lors de l'opération « Aiguille », l'audition d'un « bandit » arrêté ne laissait aucun doute sur l'existence de groupes armés dont l'organisation n'avait plus rien à voir avec le phénomène du banditisme habituel.

***Hizb el thawra* (le parti de la Révolution)**

Dès la Seconde guerre mondiale, l'Aurès a accueilli soit des militants placés en résidence surveillée, soit des militants en fuite surtout après mai 1945 venus de Kabylie ou de l'Algérois. Ils ont séjourné longuement dans plusieurs douars de la vallée de l'oued Labiod et ont accompli un énorme travail au profit du PPA-MTLD. Leur rôle fut décisif dans le ralliement des bandits d'honneur à la cause nationaliste.

En juillet 1945, deux militants clandestins du comité central du PPA, Mohammed Belouizdad et Lamine Debaghine ont parcouru la région, tenu des réunions. Selon le témoignage de Mohammed Assami, responsable de la *Wilaya* de l'Aurès-Biskra qui les accompagna dans leur périple, l'ordre donné était de se préparer à la lutte armée.

Par ailleurs, Mahieddine Bekkouche, l'un des militants qui a recruté Mostefa Ben Boulaïd était assigné à résidence à Arris.

A la Conférence nationale des cadres (décembre 1946), le parti du PPA optait pour une direction à trois têtes : une devanture légale avec le MTLD, le maintien dans la clandestinité du PPA et la création d'une *organisation spéciale* dont la direction échet à Mohammed Belouizdad. Pour l'Aurès, comme pour le reste de l'Algérie, la mise en place des nouvelles structures basées sur « une organisation pyramidale et très fortement cloisonnée » fut facilitée par le contexte géographique montagneux et couvert de forêts et par la présence de nombreux militants kabyles. La discipline est telle que lorsque l'OS fut découverte au printemps 1950, l'Aurès a été l'une des rares régions à échapper aux arrestations et à garder intact ses structures. Mieux encore, l'Aurès offrit un refuge sûr à tous ceux qui étaient recherchés (parmi eux, Rabah Bitat, Lakhdar Ben Tobbal, Zighoud Youcef) et qui sauront maintenir la mobilisation des groupes armés de l'OS mise en veilleuse par la direction du parti.

Quand le Congrès du MTLD (avril 1953) prit la décision de redonner vie à l'OS, Mostefa Ben Boulaïd qui faisait partie de la commission chargée de sa reconduction, n'eut aucune peine à réactiver ses militants.

La crise du MTLD allait précipiter le cours des choses et aboutir à sa scission. La création du CRUA à la fin du mois de mars 1954 ne parvint pas à sauvegarder l'unité du parti divisé entre messalistes et centralistes et ouvrit la voie aux partisans de la lutte armée.

Dans le sillage des décisions adoptées lors de la réunion des « 22 », Mostefa Ben Boulaïd et Bachir Chihani, nouveau chef de la daïra de Batna se fixèrent comme objectifs la préparation de l'insurrection. D'après un rapport de la PRG de Batna (décembre 1954), ils ont déclaré à tous les chefs de kasma de l'Aurès la dissolution du MTLD et son remplacement par *Hizb el thouara* (parti de la Révolution). L'appellation fit son chemin relayée jusqu'en France parmi les travailleurs émigrés originaires de l'Aurès.

Les groupes armés d'AïnYagout, Arris, Barika, Biskra, Chemora, El Kantara, Foum Toub, Mac Mahon/ AïnTouta, Ichmoul, Khenchela, Kimmel, Khroub, sont donc fin prêts.

Leur armement provient des stocks de la Seconde guerre mondiale que la contrebande achetait dans le sud de la Tunisie, en Libye ou encore dans les deux marchés clandestins des armes à feu situés à Zeribet el Oued et Khanguet Sidi Nadji, passages obligés des caravanes qui remontent du Sud.

La veille du 1^{er} Novembre, Mostefa Ben Boulaïd, chef de la Zone 1 / Aurès a tenu à rencontrer dans la maison de Ali Benchaïba (Ouled Moussa) les principaux chefs de l'Aurès et leurs hommes au nombre de quelques 349 hommes, selon ses carnets, récupérés lors de son arrestation³, avant de leur donner l'ordre de dispersion. Puis, Mostefa Ben Boulaïd, Chihani, Meddour Azoui, Mostefa Boucetta, Bicha Djoudi et Adjel Adjoul se retirèrent à Tafrent Ouled Aïcha dans la forêt des Beni Melloul, munis d'un poste transistor dans l'attente des premières nouvelles. Abbas Laghrour est occupé avec la région de Khenchela.

³ Jean Vaujour, Directeur de la Sûreté Générale en Algérie, signale l'existence de ces carnets in *De la révolte à la révolution*, Paris, Albin Michel, 1985.

Tous les objectifs fixés pour Batna, Khenchela, Biskra, la mine d'Ichmoul, le poste de gendarmerie de T'kout n'ont pas été atteints pour au moins deux raisons. La première est liée à l'alerte donnée par le commissaire de Biskra au sous-préfet de Batna Jean Deleplanque, un peu avant l'heure où les groupes de Hadj Lakhdar devaient attaquer la sous-préfecture, la caserne et le commissariat. La seconde incombe à la préparation insuffisante des hommes dont quelques-uns ont fait défection. Mais les premiers coups de feu tirés ont atteint deux soldats qui montaient la garde à Batna, un sous-lieutenant à Khenchela. L'instituteur Guy Monnerot (affecté à Tifelfel) et le caïd Hadj Sadok sont tués lors de l'attaque du car Biskra-Arris où ils avaient pris place et qui fut intercepté par le groupe de Mohammed Sbaïhi, dans le défilé des gorges de Tighanimine, le matin du 1^{er} Novembre 1954 tandis qu'Arris et T'kout sont « assiégés ». L'armée de libération nationale venait de signer son acte de naissance.

Pendant longtemps, l'historiographie n'a retenu que l'inventaire des actes de sabotages et des assassinats sans se préoccuper du contenu de l'appel du Front de libération nationale qui fut distribué aux autorités publiques et aux personnalités politiques. L'appel du FLN s'adressait au peuple algérien et précisait l'objectif à atteindre soit l'indépendance au moyen de la lutte armée. Il créait en ce sens, par rupture avec la lutte politique menée dans le cadre légal, une situation révolutionnaire. L'embrasement qu'ont connu plusieurs points de l'Aurès en est un signe majeur. Mais le choix des armes laissait l'option de la négociation ouverte.

L'Aurès à l'épreuve de la guerre totale

Que se passe-t-il au lendemain du 1^{er} Novembre 1954 ? Comment les premiers responsables de la Zone 1 ont-ils envisagé l'organisation de la lutte armée. Je dispose de deux documents⁴ qui se recoupent largement car ils émanent probablement du même responsable, en l'occurrence, de Bachir Chihani. Ils ont été récupérés lors d'une opération de l'armée française. Les documents datent de juin-juillet 1955 et concernent :

⁴ Ces documents sont conservés au SHD, Vincennes sous la cote 1 H 2536 et 1H 2582.

- des directives visant l'organisation de la population. A cet effet, des comités de soutien à l'ALN sont prévus avec répartition des tâches relatives au travail de renseignement, de ravitaillement et d'actions proprement militaires (sabotages, attaques d'objectifs militaires..). La contribution des femmes est envisagée également ;

- des directives en vue de la prise de contact avec toutes les couches sociales et les partis politiques « Aucune distinction dans la lutte, tout le monde peut y participer, les Français, les Juifs... » ;

- chaque comité doit tenir à jour 4 cahiers : recensement des militants, des finances, du ravitaillement et des actions militaires.

Le second document est beaucoup plus long et plus complet ; il définit les rôles dévolus au responsable et les tâches qui lui incombent, à savoir :

- l'organisation des groupes armés et leurs rapports avec la population civile des campagnes et des villes ;

- la préparation de commandos spécialisés pour attaquer casernes et campements de l'armée française ;

- l'attitude à observer vis-à-vis des goumiers « donnez-leur la possibilité de s'expliquer. Ne les tuez qu'après avoir des preuves »... ;

- la nécessité d'envoyer des mises en garde aux gardes champêtres, caïds et présidents de djemâas... chefs de partis, Oulémas « Vous leur direz que nous sommes une armée qui désire une compréhension mutuelle et l'association dans l'action » ;

- l'enrôlement des hommes est déclaré obligatoire de 18 à 40 ans ;

- enfin, sont précisées les actions à mener contre les forces de l'ordre, le choix des embuscades à effectuer.

Le second document date du 15 janvier 1956 et a été saisi lors d'un accrochage entre un groupe de maquisards qui escortait Mostefa Ben Boulaïd (Ifri Lablah entre Ghoufi et Baniane). Mostefa Ben Boulaïd reprend à peu de chose près les directives précédentes qu'il a dicté à son secrétaire Abdelhamid Lamrani :

Il insiste :

- sur la nécessité d'organiser le peuple autour du FLN ;

- sur le développement du réseau de renseignement ;

- sur la préparation des nouvelles recrues ;

- sur les actions à mener comme le boycott du tabac, le non-paiement des impôts ;
- sur les ordres à envoyer aux élus du 2^{ème} collège pour qu'ils démissionnent des fonctions qu'ils occupent dans les différentes assemblées (conseil municipal, conseil général, assemblée algérienne) ;
- sur la distribution de tracts....

Il convient de préciser que parallèlement à la mise en place de ces structures de l'ALN, la zone 1 est bouleversée par de graves dissensions liées dans un premier temps au départ de Mostefa Ben Boulaïd en Egypte en janvier 1955, dissensions qui s'aggraveront à sa mort en mars 1956.

Le congrès de la Soummam se tiendra en l'absence des représentants de l'Aurès et Amirouche dépêché par le CCE en septembre 1956, ne parvient que partiellement à remettre de l'ordre dans la Wilaya 1. L'autre partie entrera en dissidence et des affrontements fratricides mettent en péril l'unité des rangs. Cependant, ces désaccords ou ces oppositions ne diminuent en rien l'engagement de la résistance et la poursuite du combat contre les forces armées françaises.

Ce n'est évidemment pas réduire la portée de la Révolution algérienne que de tenter de rendre compte et d'expliquer ces conflits internes. Bien au contraire, les premières investigations montrent comment les maquisards ont su trouver les solutions qui s'imposaient pour vaincre le spectre de la division des rangs et maintenir la mobilisation, telle cette fameuse réunion au djebel Lazreg vers le 15 avril 1956, juste au lendemain de la tragique disparition de Mostefa Ben Boulaïd et qui aboutit à la désignation d'un comité de douze dirigeants.... La solution est fragile et ne mettra pas fin aux prétentions des uns et des autres, mais elle révèle le sens des responsabilités dont les maquisards sont fait preuve pour continuer la lutte commencée le 1^{er} Novembre 1954⁵.

D'aucuns attribuent aux pesanteurs des particularismes locaux ces difficultés. Il me semble qu'elles incombent plus au processus de construction d'identités sociales qui tentent de s'imposer sur le

⁵ Au printemps 1956, les rivalités entre Omar Ben Boulaïd et Adjel Adjoul ont divisé dangereusement les rangs de la Révolution. Cf. notre article « Les dirigeants de l'Aurès, 1954-1956 », *Histoire contemporaine de l'Algérie, nouveaux objets*, Oran, éd. CRASC, 2010.

plan politique. Je crois que nous n'avons pas assez médité ce que disait Frantz Fanon⁶ à propos de la tradition : « quand un peuple soutient une lutte armée contre un colonialisme implacable, la tradition change de signification... »⁷. Les conflits sont politiques quand bien même ils sont identifiés à des divisions ethniques ou régionales comme on peut le lire dans les rapports de l'administration coloniale.

En guise de conclusion

Mostefa Lacheraf écrivait en janvier 1965 ; « un jour on écrira l'histoire de cette révolution, non pas au sommet, c'est-à-dire au niveau de ses initiatives heureuses ou malheureuses, de ses tiraillements internes, de ses lacunes, de tous ses actes inachevés, de tant d'obstacles surmontés, mais à la base, au stade où l'action déterminante a pris le plus de volume, le plus de sens »⁷.

Autrement dit, il s'agit de penser la résistance à travers ses multiples facettes pour comprendre les logiques du soulèvement du premier novembre 1954.

C'est donc une histoire sociale et totale qui reste à faire au-delà de toutes les difficultés qui entravent le travail des historiens.

⁶ Fanon, F. (1961), *Les damnés de la terre*, Paris, Maspero.

⁷ Lacheraf, M. (1965), *Algérie, Nation et Société*, Paris, Maspero.